



HAL
open science

Dépenses militaires, Tiers-Monde et pauvreté

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Dépenses militaires, Tiers-Monde et pauvreté. Pax Christi, 1985, Dossier Pax Christi. hal-02799775

HAL Id: hal-02799775

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02799775>

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Dépenses militaires, Tiers-Monde et pauvreté

Jacques Fontanel

**Dossiers de la paix n°22,
Pax Christi, 1985**

Résumé : Les dépenses militaires représentent 6% de la production mondiale totale. Or, la défense d'un pays dépend aussi de la défense d'un autre. L'absence de sécurité et l'antagonisme entre les pays à économie de marché et les pays socialistes continuent à alourdir le fardeau de cette course aux armements. Il en résulte un coût d'opportunité important, puisque des infrastructures essentielles ne peuvent plus être développées et que l'aide aux pays en développement n'est pas à la hauteur des enjeux de la lutte contre la misère dans le Tiers-Monde et contre la pauvreté croissante dans les pays développés.

Military expenditure accounts for 6% of total world production. However, the defence of one country also depends on the defence of another. The lack of security and the antagonism between market economy countries and socialist countries continue to add to the burden of this arms race. The result is a significant opportunity cost, since essential infrastructure can no longer be developed and aid to developing countries is not commensurate with the challenges of fighting misery in the Third World and growing poverty in developed countries.

**Mots clés : dépenses militaires, Tiers-Monde, Pauvreté
Military expenditures, Third World, Poverty**

Longtemps limitée aux seuls pays développés, la course aux armements est devenue un phénomène mondial. Depuis quelques années, des armes nouvelles sont apparues qui font peser sur l'humanité un danger mortel sans précédent. L'arsenal nucléaire disponible est plus d'un million de fois plus meurtrier que la bombe d'Hiroshima. Les Etats vivent dans la dangereuse illusion de se croire protégés en s'armant davantage. Il en résulte, au contraire, un sentiment d'insécurité généralisée peu propice à la détente et à la lutte contre la pauvreté. Depuis la dernière guerre mondiale, plus de 130 conflits armés ont menacé la paix du monde et la faim reste un fléau encore vivace pour l'humanité.

Les menaces sur la sécurité ne se limitent pas aux armes ; elles englobent la crise économique des pays développés, l'essor du chômage et des injustices, le sous-développement, la dégradation de l'environnement. L'économie est devenue un instrument de puissance. Faute d'une action concertée pour faire face aux difficultés des pays les plus pauvres, des centaines de milliers d'enfants meurent chaque année de faim ou souffrent de malnutrition. Pendant ce temps, les dépenses militaires ont atteint, selon l'estimation du Secrétaire Général des Nations Unies, 850 milliards de dollars en 1983. S'il est vrai que les chiffres publiés par les Etats sont sujets à caution du fait du secret militaire et qu'il n'existe pas, malgré les efforts des Nations Unies, d'instrument fiable pour mesurer et comparer les dépenses militaires des Etats, la faute en incombe fondamentalement aux pays de l'Est qui refusent l'idée même de publication contrôlée des dépenses militaires des Etats. Cependant, 850 milliards de dollars semblent être un ordre de grandeur des dépenses militaires généralement accepté par l'ensemble de la Communauté Internationale. L'effort financier en matière de défense des Etats a été multiplié par 5 en valeur constante entre 1948 et 1984. Si les pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie fournissaient plus de 85 % des dépenses militaires mondiales en 1960, ils n'en représentent plus que 70 % en 1984. Par contre, les pays en voie de développement (Chine et pays exportateurs de pétrole inclus) ont vu leur part croître de 10 à 23 % des dépenses mondiales. Le groupe d'experts des Nations Unies sur "les conséquences économiques et sociales de la course aux armements" a publié plusieurs chiffres complémentaires très révélateurs :

- Les budgets militaires représentent 6 % de la production mondiale totale et ils équivalent à plus de 25 % de l'ensemble des investissements fixes dans un monde en crise.
- La valeur de la production industrielle militaire est de 180 milliards de dollars ; elle est concentrée dans les pays développés, principalement aux Etats-Unis, en URSS, en France et en Grande Bretagne.
- Le budget de la recherche-développement militaire représente le quart des sommes consacrées à l'ensemble de la recherche-développement dans le monde. Il faut souligner en outre que le caractère civil ou militaire de l'activité de recherche

A - Dépenses militaires et croissance économique

L'effet des dépenses militaires sur la croissance économique des pays du Sud a fait l'objet d'un débat passionné, à la suite de l'étude d'Emile Benoit qui mettait en évidence l'absence de relation permanente entre les dépenses militaires et le produit intérieur brut de 44 pays en voie de développement. Quelques analystes en avaient un peu trop hâtivement conclu que les dépenses militaires n'avaient aucun effet négatif sur le développement économique des pays en voie de développement. Plusieurs études empiriques ont alors été réalisées et elles ont mis en évidence la fragilité méthodologique et théorique de l'analyse d'Emile Benoit (1). Plusieurs conclusions générales ont pu être tirées de ces recherches empiriques :

- Une augmentation des dépenses militaires favorise le déficit budgétaire et conduit souvent à l'essor des tensions inflationnistes. Cette situation décourage l'épargne et l'investissement. D'autre part, la consommation des pays sous-développés étant quasi incompressible, l'accroissement des dépenses militaires se fait au détriment de l'investissement. Il y a donc un détournement des ressources utiles vers les dépenses militaires.
- Il existe souvent une relation directe ou indirecte entre les dépenses militaires et la croissance économique des pays sous-développés. Cette relation est plutôt négative, mais il existe quelques exceptions. Les pays du Sud dont l'économie est stimulée par une augmentation des dépenses militaires ont des caractéristiques très particulières ; d'une part, ils reçoivent une aide importante de l'étranger dans les périodes de tension internationale (Israël) et ils sont toujours producteurs et même exportateurs d'armes. D'autre part, ils sont très dépendants des grandes puissances. Ces caractéristiques mettent en évidence le caractère très fragile de cette croissance provoquée par l'augmentation des dépenses militaires. Les appuis politiques de l'aide et de la vente peuvent à tout moment être retirés, ce qui conduirait les pays du Sud en cause dans une récession effroyable.
- Même si, à court terme, une augmentation des budgets militaires peut être favorable à la croissance économique, elle exerce, par le canal d'un investissement réduit, un effet négatif à long terme sur le développement économique qui est un phénomène plus vaste que celui de la simple augmentation du produit national. Il ne suffit pas d'augmenter sa production année par année, il faut rendre le processus cumulatif, ce qui n'est manifestement pas le cas d'une politique de développement basé sur les dépenses et l'exportation des matériels militaires.

Les dépenses militaires ont un effet négatif à long terme sur les économies des pays en voie de développement. Elles participent directement au clivage Nord-Sud.

(1) FONTANEL J., "Le désarmement pour le développement : un pari mal engagé" (Economie et Humanisme, mai-juin 1983)

B - Le Commerce des armes

La plupart des pays en voie de développement achètent leurs équipements militaires dans les pays développés. Près des deux tiers des exportations d'armes sont dirigés vers le Tiers-Monde, soit autant que l'aide publique aux pays en voie de développement. Ces livraisons de matériels ont plusieurs raisons :

- Pour les pays fournisseurs, l'exportation est un facteur essentiel de réduction des coûts des armes produites en grande série et elle permet de recueillir une quantité appréciable de devises. Ils exercent alors une forte pression sur les pays du Tiers-Monde pour l'achat de matériels militaires, dans le but de rendre plus compétitives leurs industries d'armement, d'améliorer la situation de leur balance des paiements et, plus généralement, d'accroître la dépendance des pays pauvres à leur égard.
- Certaines régions du Tiers-Monde sont encore très instables. La décolonisation a suscité de nouvelles ambitions que l'acquisition d'armes sophistiquées satisfait ou implique.
- En règle générale, même si des exceptions peuvent être formulées, les armées nationales des pays pauvres qui prennent le pouvoir favorisent les élites nationales, elles-mêmes souvent subordonnées aux idéologies des grandes puissances. Elles inscrivent alors l'économie de leurs pays dans le processus historique de la division internationale du travail, même si, au niveau des principes et de l'action politique, elles revendiquent toujours un nouvel ordre économique international. Près de la moitié des Etats des pays sous-développés est dirigée par des régimes d'inspiration militaire.
- Les pays nouvellement indépendants sont convaincus de la nécessité de créer une armée pour affirmer leur souveraineté nationale. Cette attitude, légitime à plus d'un titre, encourage cependant la course aux armements dans les pays du Tiers-Monde.

Les conséquences de ces achats d'armes par les pays pauvres sont graves :

- Les engagements politiques et économiques liés aux achats d'armes peuvent être encore plus onéreux que le prix des matériels militaires importés. Les acheteurs sont, en outre, très vulnérables à la pénétration des valeurs culturelles charriées par les armes et par la technologie du vendeur. Il peut en résulter des effets de domination culturelle peu favorables au développement.
- D'un point de vue strictement économique, les pays en voie de développement utilisent leurs ressources naturelles ou leurs devises pour acheter des matériels qui ne favoriseront pas la croissance économique. Non seulement les dépenses militaires se substituent à l'investissement, mais elles gaspillent les devises rares nécessaires à l'importation de biens de production essentiels au développement économique des économies nationales.

- Il existe un cercle vicieux de la sécurité des Etats du Tiers-Monde. Ils sont manifestement sous-armés, et leurs efforts d'armement sont trop lourds pour leur économie. Les pays en développement doivent agir sur la scène internationale pour forcer les grandes puissances à entamer un processus de désarmement.

Si le commerce international des armes est si défavorable au développement économique des pays en voie de développement, faut-il que ces derniers produisent eux-mêmes leurs armes ?

C - La production des armes

L'incidence négative des dépenses militaires sur l'investissement des pays en voie de développement n'est pas toujours vérifiée pour les Etats producteurs d'armes. Certains gouvernements du Tiers-Monde ont même fondé partiellement leur politique de développement sur les industries d'armement. Ils soulignent les avantages d'une production autochtone des armes : une réduction de la dépendance politique et militaire à l'égard du fournisseur, une diminution des importations d'armes et donc une épargne des ressources en devises et une amélioration de la situation de la balance des paiements, une amélioration très sensible de la compétence de la force de travail nationale, une meilleure maîtrise des technologies modernes.

L'Inde et l'Argentine ont appliqué, par exemple, la politique dite de substitution à l'importation (connue sous le nom de politique d'"import-substitution") qui vise à accroître la production nationale des produits importés. Ces deux pays considèrent que la production d'armes est "industrialisante", c'est-à-dire qu'elle favorise l'industrialisation, facteur essentiel du développement. Cette conception omet de présenter les facteurs négatifs de cette politique :

- Les systèmes d'armes sont très coûteux s'ils ne bénéficient pas d'importantes économies d'échelle (c'est-à-dire d'un coût unitaire réduit grâce à des séries plus longues). Un avion de combat est vendu à raison de 1.000 à 5.000 exemplaires aux Etats-Unis, les pays du Tiers-Monde n'en demandent généralement qu'une dizaine. Il en résulte des coûts plus élevés dans les pays en voie de développement, à moins de recourir à l'exportation massive. Ce qui est économiquement un pari très difficile à mettre en oeuvre compte tenu de la concurrence des grandes firmes d'armement des pays développés. Enfin, cette politique n'est évidemment pas généralisable à tous les pays.
- Les investissements militaires sont très lourds en capital et ils requièrent une main d'oeuvre très qualifiée ; en outre, le secteur des armes connaît un rythme très rapide d'innovation, que les pays du Tiers-Monde ne peuvent maintenir, compte tenu de la faiblesse de leurs dépenses de recherche scientifique et technique. L'industrie d'armement gaspille les facteurs de production les plus rares.

- La production d'armes implique souvent de nouvelles importations. La plupart du temps, elle se limite à un travail d'assemblage de produits étrangers ou à une fabrication sous contrôle des pays développés. Sur 45 types d'avions produits en 1982 par les pays du Tiers-Monde, 23 l'étaient sous licence ; la proportion passe à plus des deux tiers pour les missiles.
- La technologie militaire et la technologie civile n'ont pas les mêmes objectifs et les mêmes contraintes. La première est centrée sur la réalisation de performances techniques, alors que la seconde est d'abord préoccupée par la rentabilité du projet. L'industrie des armes a tendance à utiliser des investissements coûteux et faiblement rentables, ce que ne peut supporter longtemps une industrie civile soucieuse de profits ou de valeur ajoutée.

Cette analyse nous conduit alors à considérer que la production d'armes dans les pays en voie de développement ne favorise pas leur développement économique car la dépendance économique qu'elle implique reste très importante ; les effets sur l'industrie nationale apparaissent à terme fortement négatifs et la nécessité de l'exportation, pour les pays à faible puissance militaire, les rend très dépendants des marchés internationaux et des acheteurs eux-mêmes.

D - Le secteur militaire, instrument de domination

La menace ou l'emploi des armes ont toujours constitué des facteurs décisifs de diffusion ou d'implantation des systèmes économiques dominants. Au XIX^{ème} siècle, la colonisation s'est accomplie par la guerre, par la force, par le travail forcé ou l'esclavage ou par l'expulsion des paysans de leurs terres. Par la force armée, les pays colonisés ont été soumis à un processus de destruction de leurs sociétés.

La décolonisation n'a pas résolu les problèmes créés par la domination militaire. En effet, les armées nationales des pays faibles et pauvres favorisent souvent les couches sociales subordonnées à un pouvoir ou à un système étranger. Il est faux de dire aussi que toutes les armées du Tiers-Monde ont un rôle négatif ; elles permettent parfois d'accroître le taux d'exploitation des ressources disponibles, de transformer les surplus agricoles dans l'industrie, de mobiliser le surplus rendu disponible par la discipline collective aux fins du développement économique et social. Parfois, les forces militaires apparaissent comme des forces de progrès car elles forment des recrues, elles développent l'infrastructure du pays, elles socialisent certaines activités vitales pour le pays, elles introduisent des techniques nouvelles. Cependant, les exemples abondent, dans notre monde contemporain, de pouvoirs militaires incompetents, centralisateurs, dépendants d'un modèle de civilisation étranger, incapables de réduire la crise économique. Il est difficile de généraliser, mais il semble bien que, globalement, les pouvoirs militaires n'ont pas apporté de

solutions correctes aux problèmes de leurs pays.

Par contre, les pays développés bénéficient, grâce à leur puissance militaire, d'un immense pouvoir, commercial et politique. La force militaire favorise la domination politique et le partage inégal des ressources mondiales. Selon le Rapport des Nations Unies sur les Conséquences Economiques et Sociales de la Course aux Armements, "outre qu'elles ne cessent de drainer les réserves en devises des pays en développement, réserves qui, en principe, auraient pu leur permettre d'importer des capitaux et de la technologie, les importations d'armes sont également une source de complications pour le climat politique et social de ces pays. Il est prouvé que ces importations ont rendu la plupart de leurs bénéficiaires extrêmement vulnérables à leur environnement externe, encore qu'à un degré variable selon les termes du transfert et la nature de l'équipement et des services d'appui qui accompagnent ces importations... Plus probante encore est la conclusion qui se dégage de plusieurs études récentes et selon laquelle les structures politiques qui dépendent largement des importations d'armes se révèlent généralement plus fragiles que celles où les tensions internes se limitent aux problèmes de croissance et de développement... Les appréhensions réitérées au sujet du danger d'une ingérence du fournisseur dans les affaires intérieures et extérieures des bénéficiaires et la demande d'armements supplémentaires qui en résulte de la part de ces derniers peuvent être interprétés comme la manifestation d'un phénomène de militarisation induite" (§ 101-102).

Les pays en voie de développement ne peuvent produire leurs propres armes sous peine de réduire gravement leurs possibilités de développement. Les importations d'armes les affaiblissent et ouvrent la porte à toutes les dominations économiques et technologiques. La course aux armements les condamne au rôle de victimes car ils n'ont pas les moyens de créer un potentiel militaire capable de rivaliser avec les grandes puissances, et les ressources dont ils disposent sont vraiment trop rares pour les gaspiller dans les armes. Certes, si les dépenses permettent de conserver l'indépendance, elles préservent l'avenir. Mais en aucun cas, les dépenses militaires ne permettent de le construire. Il en va d'ailleurs de même pour les pays développés.

II - LES DEPENSES MILITAIRES, FACTEUR D'APPAUVRISSMENT DES PAYS DEVELOPPES

Les pays développés connaissent depuis six ou sept ans une crise économique grave. La croissance de la production mondiale est passée de 4,6 % en 1978 à moins de 2 % en 1983. Cette baisse généralisée des taux de croissance s'est accompagnée d'une forte inflation et d'un chômage inquiétant. Dans cette conjoncture, le choix des dépenses militaires revêt une importance considérable car il ne contribue ni à la consommation directe, ni à l'accroissement de la capacité de production. Le far-

deau des dépenses militaires se mesure en coût d'opportunité, c'est-à-dire en biens et services civils que l'on aurait pu produire avec ces dépenses. Les pays développés, surtout en période de crise, supportent mal l'accroissement des dépenses militaires. D'autre part, de nombreuses recherches sont détournées de leurs applications civiles il en résulte un coût très important pour la collectivité.

A - Les dépenses militaires, comme frein à la croissance

Les dépenses militaires croissent à un taux estimé de 3 % par an en volume depuis 1978. La charge des dépenses militaires est donc devenue plus pesante. Historiquement, les dépenses militaires étaient d'autant plus importantes que les résultats économiques étaient satisfaisants. Or, cette règle n'est plus vérifiée puisque les dépenses militaires croissent en période de récession. Quelles en sont les conséquences ?

- Lorsque les facteurs de production sont inemployés ou sous-employés, les dépenses militaires stimulent conjoncturellement l'économie grâce à l'effet multiplicateur. Certains gouvernements ont parfois utilisé les dépenses militaires pour lutter contre le chômage et la réduction de la demande globale. Les économistes marxistes (Baran et Sweezy, par exemple) considéraient même que la croissance des dépenses militaires américaines est nécessaire au système économique américain dans sa lutte contre la baisse tendancielle du taux de profit qui caractérise les économies capitalistes. Cependant, cette conception est actuellement rejetée par les analyses empiriques qui mettent clairement en évidence le rôle négatif à long terme des dépenses militaires sur la croissance des économies de marché développées. S'il est possible à court terme d'utiliser les dépenses militaires pour relancer l'économie, il faut remarquer que d'autres dépenses en matière de santé ou d'éducation produisent les mêmes effets à court terme, sans remettre en cause le développement économique du pays à plus long terme. L'application d'une politique de dépenses militaires accrues conduit à une militarisation de l'économie, au développement de complexes militaro-industriels et à une situation politique et stratégique conflictuelle.
- Lorsque le plein emploi est assuré, le fameux choix entre le beurre et le canon re-surgit. Les dépenses militaires exercent des effets immédiatement négatifs sur l'inflation, le déficit budgétaire et la croissance économique. Cela n'indique pas d'ailleurs que cet effort soit nécessairement inutile en matière de sécurité car la population d'un pays peut accepter le risque d'une économie déséquilibrée pour améliorer les conditions subjectives de sa sécurité.

La politique du Président Reagan est, à ce titre, exemplaire. Dans une économie au potentiel industriel largement sous-utilisé, elle propose de lutter contre l'avance militaire supposée de l'URSS et de relancer l'économie nationale sur des bases saines. Elle propose à la fois une augmentation des dépenses militaires (com-

pensée en partie par une réduction des autres dépenses publiques) et une réduction des impôts. En fait, il en a résulté un formidable déficit public malgré la réduction des frais du "welfare"^(*). Dans ce cas, le coût économique de la défense est considérable. En s'opposant directement à l'équilibre des finances publiques, l'effort militaire favorise les taux d'intérêt élevés et le développement des tensions inflationnistes. Il en résulte plusieurs conséquences :

- 1) Selon le Rapport de l'ONU sur les conséquences économiques et sociales de la course aux armements "un milliard de dollars dépensés à des fins civiles permet de créer en général deux à quatre fois plus d'emplois que la même somme affectée à des fins militaires" (§ 83). En augmentant les dépenses militaires, on ne lutte pas contre le chômage, on l'aggrave, et de ce fait la misère se développe.
- 2) Les dépenses militaires s'opposent directement aux dépenses sociales. Or, ce sont les pauvres qui en paient le coût.
- 3) La hausse du dollar qui a résulté pour une part de l'insuffisance des fonds prêtables est considérée par beaucoup comme ayant affaibli les économies des pays alliés, et contribué à une aggravation du chômage.
- 4) L'inflation est supportée d'abord par ceux qui ont des revenus fixes ; elle conduit à une redistribution des revenus irrationnelle et qui peut léser gravement les couches sociales les plus défavorisées. Or, les dépenses militaires conduisent à l'essor des tensions inflationnistes.

Selon le Rapport des Nations Unies sur le Désarmement pour le Développement, "d'une manière générale, les dépenses militaires n'ont ni plus ni moins d'effets défavorables à la croissance économique dans les pays à économie planifiée et dans les pays à économie de marché. Dans les deux cas, l'intensification de la course aux armements a des effets cumulatifs préjudiciables à l'économie qui, avec le temps, sont de plus en plus difficiles à corriger".

Non seulement les dépenses militaires n'améliorent pas la condition des pauvres, elles ont plutôt tendance à réduire leur bien-être social. D'autre part, le secteur militaire monopolise certaines activités qui, par la suite, sont difficilement applicables dans le domaine civil.

B - La prolifération nucléaire

En 1955, la communauté scientifique internationale se rassemble, échange ses connaissances sur l'énergie nucléaire et étudie toutes les possibilités d'utilisation civile de l'énergie nucléaire. Née de la guerre, l'énergie nucléaire devait offrir au monde une période de paix et d'abondance grâce à une maîtrise accrue de l'homme sur la nature. Or, en 1981, 300 centrales électronucléaires ont été produites, représentant 820 térawatt-heures, soit 3 % de l'énergie mondiale, bénéficiant en grande partie à quatre pays seulement : les Etats-Unis, l'URSS, le Japon et la France.

(*) Il s'agit des dépenses sociales engagées par l'Etat-Providence pour venir en aide surtout aux pauvres et aux personnes handicapées.

Mais l'énergie nucléaire, c'est d'abord 300 navires et sous-marins propulsés par des réacteurs nucléaires et un stock d'armes d'une puissance de destruction fantastique équivalant à 16.000 mégatonnes d'explosifs classiques. Si l'énergie nucléaire s'est bien implantée dans le monde, les réalisations du nucléaire civil sont restées bien en-deçà de ce qui était prévu, au contraire du nucléaire militaire. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce mouvement :

- Les centrales nucléaires sont souvent assimilées à des bombes atomiques. L'assimilation est fautive mais elle est fortement ancrée dans les esprits.
- Les usages civils et militaires du nucléaire sont indissociables. Un pays qui sait maîtriser les techniques de production d'électricité nucléaire et de l'ensemble du cycle de la production de plutonium maîtrise les techniques nécessaires à la production de la bombe atomique. Ceci contribue à expliquer la crise de l'industrie électrique nucléaire. Les centrales nucléaires font partie des produits et équipements stratégiques. Les puissances nucléaires ont cherché à mettre en place des dispositions institutionnelles acceptables par tous les Etats, garantissant l'utilisation civile des installations nucléaires, mais aucun texte ne s'est révélé efficace. Malgré une demande faible, les vendeurs sont obligés de pratiquer une autocensure et de trier leurs clients étrangers. Le développement de l'électronucléaire conduit aussi à accroître, de manière indissociable, le potentiel de destruction de l'humanité.

S'il est excessif de comptabiliser les réacteurs nucléaires dans les dépenses militaires, les experts sont convaincus du danger de prolifération de l'arme nucléaire car les réacteurs actuels produisent plus de 80 tonnes de plutonium par an avec lesquelles il serait possible de construire 8.000 bombes de la puissance de celle d'Hiroshima. L'énergie nucléaire constitue potentiellement un facteur de progrès de l'humanité dans ses usages civils. Du fait de la course aux armements, elle est d'abord un facteur de destruction. La militarisation de cette source d'énergie rend son développement impossible et par là-même elle empêche la diffusion d'une innovation fondamentale susceptible de résoudre, à terme, les graves problèmes énergétiques de la fin du XXème siècle.

III - / OEUVRER POUR LE DESARMEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT

Le développement économique mondial est étroitement lié à la réalisation de progrès véritables dans le domaine du désarmement. Il n'est pas juste de produire des armes de destruction alors que les besoins fondamentaux de tant d'individus ne sont pas satisfaits. N'étant pas productives, les dépenses militaires sont nécessairement un gaspillage au niveau de la planète. Le désarmement implique l'émergence d'un nouvel ordre économique international et un refus des économies de puissance.

rait à la perpétuation des inégalités entre les hommes. Le désarmement n'a de signification que dans le respect des droits de l'homme, la promotion de la justice sociale, la souveraineté et l'égalité des Etats, la coexistence pacifique. Il est aussi un facteur de développement économique.

Une étude du Prix Nobel d'économie, Wassily Leontief et de Faye Duchin, a mis en évidence l'importance du désarmement pour le développement. Elle contient plusieurs scénarios d'armement et elle fournit des prévisions économiques en fonction de ces critères. Les principaux résultats de cette étude sont les suivants :

- Une décision de réduction de 1,2 % par an des dépenses militaires jusqu'en l'an 2000 conduirait à une croissance économique additionnelle de 3 % pour l'Europe de l'Est, 1 % pour le Japon, 1,5 % pour l'Amérique du Nord et l'Europe Occidentale, 3 % pour l'Amérique Latine et 13 % pour l'Afrique aride.
- Cette même réduction accompagnée d'une aide au développement des pays riches vers les pays pauvres ne provoquerait aucune réduction de croissance pour les pays développés, mais elle exercerait une influence positive sur la croissance économique des pays en développement.

Cette étude souligne l'intérêt d'une mesure de désarmement d'un simple point de vue économique, même si les résultats obtenus sont relativement faibles par rapport à l'effort de désarmement. Or, une limitation de la course aux armements est souhaitable d'abord pour la paix et la fraternité des peuples. L'Institut de recherche sur le Désarmement des Nations Unies fait actuellement une enquête sur la création d'un Fonds International du Désarmement pour le Développement, dont le principe serait simple : il recueillerait une partie de la réduction des dépenses militaires des pays les plus riches et les plus armés et il le redistribuerait, sous forme de dons ou de prêts, aux pays les plus pauvres et les moins armés. Cette idée doit être soutenue comme complément à une action plus générale de désarmement.

Par ces effets directs et indirects, les dépenses militaires exercent des effets plutôt défavorables sur le développement économique et les couches sociales les plus défavorisées en sont les principales victimes. Les Etats veulent se protéger et pour ce faire ils s'arment. Cette course aux armements, relativement rationnelle si l'on se place du simple point de vue de chaque Etat pris individuellement, est terriblement irrationnelle pour l'ensemble de l'humanité. Les Etats doivent donc essayer de s'entendre pour réduire cette absurdité de la course aux armements. Un Nouvel Ordre Economique Mondial est sans doute nécessaire car sans une vigoureuse prise de conscience collective de l'humanité, le jeu dangereux de la conservation des privilèges suicidaires risque de multiplier les conflits...

Jacques FONTANEL, Directeur-Adjoint
Centre d'Etudes de Défense
et de Sécurité Internationale
de Grenoble.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- ABEN Jacques : "Désarmement, activité et emploi". *Défense Nationale*. Mai 1981.
- ARES : "La crise du désarmement". Supplément n° 1. Diffusion DRUG. Grenoble 1983.
- BALL Nicole : "The role of military expenditures in the development process".
Colloque Emile-Laugier, UNESCO, Paris, Octobre 1982.
- BENOIT Emile : "Growth and defence in developing countries". *Economic Development and Cultural Change* n° 2. 1978.
- BESSIS Sophie : "L'arme alimentaire". Maspero, Paris, 1981.
- DEGER Saadet : "Military expenditures and growth in less developed countries".
Ph. D. London University, London 1982.
- FONTANEL Jacques : "L'économie des armes". La Découverte. Paris 1984.
- FONTANEL Jacques : "Le désarmement pour le développement". *Economie et Humanisme*.
Mai-Juin 1983.
- GUILHAUDIS J.F., COLARD D., FONTANEL J. :
"Le désarmement pour le développement. Dossier d'un pari difficile". Cahiers de
la Fondation pour les Etudes de Défense Nationale. Les Sept Epées. N° 19.
Paris 1981.
- JOLLY R. : "Disarmament and world development". Pergamon Press. Oxford 1978.
- KALDOR Mary : "The baroque arsenal". Hill & Wang, London, 1981.
- LEONTIEFF W. I DUCHIN F. : "Worldwide implications of hypothetical changes in military
spending". Rapport pour le Groupe des Nations Unies "Désarmement pour le Déve-
loppement". New York, 1980.
- MYRDAL Alva : "The game of disarmament". Pantheon Books. New York 1976.
- NATIONS UNIES : "Etude des rapports entre le désarmement et le développement".
A/36/356. New York, 3 Septembre 1981.
- NATIONS UNIES : "Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et
des dépenses militaires". F.78.IX.1. New York 1978. Voir aussi la nouvelle version
préfacée en français par Christian SCHMIDT aux Editions Economica, 1983.
- SIVARD R. : "World military and social expenditures". Lessburg, Institut International des
Etudes Stratégiques. Virginia, 1980.
- SMITH D. & SMITH R. : "Military expenditures, ressources and development".
Rapport pour le Groupe des Nations Unies "Désarmement pour le Développement".
London, 1980.
- SMITH D. & SMITH R. : "The economics of militarism". Pluto Press. London 1983.
- THORSSON Inga : "Relationship between disarmament and development". Colloque Emile-
Laugier, UNESCO, Octobre 1982, Paris.

Jacques FONTANEL, Maître de Conférences à l'Université de Grenoble,
Directeur-Adjoint du Centre d'Etudes de Défense et de Sécurité Internationale
de Grenoble (CEDSI) est auteur de plusieurs ouvrages sur ce thème, notamment
"L'économie des armes", "Le désarmement pour le développement" et "Analyse
économique du couple dépenses militaires-développement économique".